

nisation occulte, mais connue de tout le monde et puissamment protégée, qui commit les pires crimes. Pour le gouvernement régulier, c'était un avantage évident d'avoir sous la main ce pouvoir irresponsable, qui bientôt devint tout-puissant et dont on pouvait toujours nier la complicité, quand il le fallait. Il y avait tant de faits qui n'étaient pas des crimes, mais qui étaient pires que des crimes, au point de vue de l'assimilation serbe : ici, c'était un citoyen trop influent, assez sage pour ne pas violer les ordres du pouvoir, tout en restant un ardent patriote bulgare, et qui avait souvent un passé propre à justifier une vengeance ; ailleurs, c'était une enseigne bulgare, une firme de marchand, une librairie, une pharmacie tenue par un Bulgare, un café enfin, qui bravait, par son existence, l'interdiction de tenir des réunions publiques, etc. On prenait l'homme, on l'emmenait, le soir, dans cette « Maison noire », on se précipitait sur lui, puis il se couchait, malade pendant des mois entiers, s'il ne disparaissait pas complètement. Nos documents sont pleins de dépositions qui mettent en lumière l'activité sinistre de ces bandits tolérés par la loi. Malheureusement, *tous* les noms ne peuvent pas être cités... Chaque ville avait son chef de bande, qui devint vite fameux : un certain major Voulovits, à Koumanovo ; un certain capitaine Rankovits, et son adjoint, un nommé Voïno Popovits, à Vélès ; un certain Vassa, un certain Vanguel, etc. Quand on se plaignait aux pouvoirs réguliers, ceux-ci faisaient mine de ne rien savoir, ou bien ils punissaient le plaignant, quand c'était une personne obscure. Si c'était un personnage, comme cela est arrivé à l'archevêque de Vélès, par exemple, on donnait satisfaction, par exception, à sa plainte en renvoyant les bandes de la ville de Vélès aux villages..., pour les remplacer immédiatement après par les bandes d'Uskub.

C'est dans les villages que l'activité de ces bandes se montra particulièrement funeste. En ville, les autorités régulières sauvaient les apparences et ne se mêlaient pas des affaires des bandits ; mais en bas de l'échelle administrative, au village, le pouvoir responsable et le pouvoir irresponsable se confondaient et ne faisaient qu'un. Cette confusion était d'autant plus facile qu'on avait mis à la tête de l'administration des villages, depuis la fin de 1912, les éléments que nous avons caractérisés déjà au chapitre I^{er} : des représentants payés des minorités nationales, des « serbomanes » ou des « grécomanes », qui, très souvent, avaient servi les Turcs comme espions... Ces gens-là, avec une connaissance très intime des affaires locales, avaient leurs propres rancunes à satisfaire... Il leur suffisait de désigner le nom de leurs ennemis, et les bandes étaient là pour les arrêter, les rançonner à loisir, les battre,

gouvernement radical, il était nécessaire de remplacer cette organisation par une autre qui serait composée de membres appartenant à d'autres partis politiques. Evidemment, il considérait la *Main noire* comme étant formée de partisans du gouvernement.